

28.06.2006 - 16:30 Uhr

ASIN: Le Conseil fédéral doit se distancer de l'adhésion à l'UE - L'ASIN critique le rapport sur l'Europe du Conseil fédéral

Berne (ots) -

Dans une première évaluation, l'Action pour une Suisse indépendante et neutre (ASIN) a pris connaissance du "rapport sur l'Europe" annoncé depuis longue date par le Conseil fédéral et en est consternée. Bien que les inconvénients politiques et économiques graves d'une adhésion de notre pays à l'UE soient un fait incontestable, le Conseil fédéral a ni la volonté ni la force de se distancer de cette voie erronée en matière de politique extérieure.

Une majorité du Conseil fédéral cherche toujours coûte que coûte à adhérer à l'UE, contrairement aux intérêts de notre pays. Mais à l'heure actuelle, on évite de la clamer tout haut, car une majorité des citoyens suisses ainsi que des milieux économiques renommés sont contre. C'est pourquoi le rapport du Conseil fédéral se limite dans l'ensemble à célébrer les différentes "options" en matière de politique extérieure et à les présenter comme "possibles" et "faisable". Le Conseil fédéral fait mine de vouloir laisser ouvertes toutes les voies envisageables en matière de politique européenne, mais en réalité, il souhaite l'adhésion à l'UE.

Les inconvénients graves d'une adhésion de la Suisse à l'UE secouée par les crises sont minimisés par le rapport du Conseil fédéral, quand ils ne sont pas carrément passés sous silence. On n'évoque ni les 20 millions de chômeurs environ ni les perspectives totalement incertaines. Pour notre pays, une adhésion serait pourtant synonyme de réduction massive de nos droits populaires et libertaires uniques, de sacrifice de la neutralité suisse, de perte de la liberté d'action en politique économique, de doublement de la taxe sur la valeur ajoutée, de transfert de 55 milliards de francs de réserves monétaires à la banque centrale européenne à Francfort, de versements annuels de milliards à Bruxelles, de perte du franc suisse et de l'autonomie monétaire, de charges d'intérêt énormes, de loyers plus élevés, de l'augmentation massive du chômage, de la perte grave de liberté et de prospérité.

Le Conseil fédéral va même jusqu'à vouloir faire croire aux citoyens, du moins entre les lignes, qu'une adhésion à l'UE leur coûtera à long terme moins cher que la voie bilatérale. Une fois de plus, les prétendus droits de décision d'une Suisse intégrée à l'UE et les hypothétiques avantages économiques sont évoqués.

L'ASIN demande au Conseil fédéral de se rappeler les atouts particuliers de la Suisse, de renforcer la liberté d'action politique et économique et de se distancer de l'adhésion à l'UE et des négociations préparatoires correspondantes (accords-cadre bilatéraux, adhésion light). Le Conseil fédéral doit exclusivement pratiquer la voie bilatérale, mais uniquement dans les domaines où cela est dans l'intérêt de notre pays.

Action pour une Suisse indépendante et neutre (ASIN)
Thunstrasse 113
case postale 669

3000 Berne 31
Tél.: +41/31/356'27'27
Fax: +41/31/356'27'28
Internet: www.asin.ch
E-Mail: asin@asin.ch
CCP 30-10011-5

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100007763/100512035> abgerufen werden.